

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48196]

22 NOVEMBER 2023. — ADDENDUM bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels, de algemene werkwijze alsook het modelverslag van de onderzoeksopdracht, met toepassing van artikel 7/1 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst (NUMAC 2023-47745 - BS 06/12/2023, p. 114127)

De hierna weergegeven bijlage is gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2023 tot vaststelling van de nadere regels, de algemene werkwijze alsook het modelverslag van de onderzoeksopdracht, met toepassing van artikel 7/1 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48478]

30 NOVEMBRE 2023. — Décret visant à lutter contre la discrimination dans l'accès au logement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objectif de créer, en matière d'accès au logement, un cadre spécifique permettant la réalisation de tests de discrimination visant à lutter contre toutes formes de discrimination au sens des articles 3 et 15 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, ainsi que l'instauration d'amendes administratives applicables en cas de discriminations constatées conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° accès au logement :

- a) les conditions et les critères relatifs à l'accès au logement;
- b) la présentation, l'information ou la publicité relative à l'accès au logement;

2° administration : le ou les service(s) désigné(s) par le Gouvernement wallon;

3° groupement d'intérêt : tout établissement d'utilité publique et toute personne morale se proposant par ses statuts de défendre les droits de l'homme ou de combattre la discrimination et remplissant les conditions prévues à l'article 17, alinéa 2, 1° à 3°, du Code judiciaire.

Art. 3. Les Chapitres I, II, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI et XIV du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations s'appliquent au présent décret.

CHAPITRE 2 — *Des mécanismes spécifiques de contrôle et de la procédure*

Art. 4. L'administration a pour mission de réaliser des tests de discrimination visant à lutter contre toutes formes de discrimination au sens des articles 3 et 15 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le Gouvernement désigne les agents chargés de contrôler le respect du présent décret et des dispositions réglementaires prises en vertu de celui-ci.

Les agents désignés à cet effet ont qualité pour rechercher et constater par procès-verbal, faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions aux dispositions du présent décret.

Art. 5. § 1^{er}. Les agents visés à l'article 4 peuvent, dans l'exercice de leur mission, réaliser un test de discrimination en matière d'accès au logement. Le test de discrimination revêt la forme du test de situation ou du test du client mystère conformément aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Le test de situation visé au paragraphe 1^{er} a pour objectif de déceler une discrimination directe ou indirecte au sens des articles 3, 4 et 15 du décret du 6 novembre 2008 visant à lutter contre certaines formes de discrimination à l'encontre de candidats preneurs fondée sur un ou plusieurs critère(s) protégé(s). Il se déroule comme suit : deux sujets ou plus, réels ou fictifs, présentant des profils similaires qui ne diffèrent significativement que par le ou les critère(s) à tester, manifestent leur intérêt ou présentent leur candidature auprès d'un bailleur ou d'un agent immobilier, à la suite de quoi les réponses sont comparées, en vue de vérifier leur conformité au présent décret.

§ 3. Le test du client mystère visé au paragraphe 1^{er} a pour objectif de déceler une discrimination directe ou indirecte au sens des articles 3, 4 et 15 du décret du 6 novembre 2008 visant à lutter contre certaines formes de discrimination à l'égard d'un candidat preneur, fondée sur un ou plusieurs critère(s) protégé(s) visés à l'article 4 du décret du 6 novembre 2008 visant à lutter contre certaines formes de discrimination. Il se déroule comme suit : un client ou un candidat réel ou fictif présente une demande à un bailleur ou à un agent immobilier en vue de vérifier la conformité au décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, de la réponse donnée.

§ 4. Dans le cadre de la réalisation d'un test de discrimination, les agents visés à l'article 4 peuvent utiliser une identité d'emprunt sans devoir faire état de leurs fonctions, ni du cadre dans lequel il est réalisé.

§ 5. Le test de discrimination ne peut revêtir la forme d'une provocation au sens de l'article 30 du titre préliminaire du Code de procédure pénale. Il doit se borner à créer l'occasion de mettre à jour une pratique discriminatoire en reproduisant, sans excès, un processus de transmission d'informations dans le cadre de l'accès au logement.

Le test de discrimination peut être réalisé d'initiative, sur la base de plaintes, de signalements ou d'indices sérieux de pratiques susceptibles de constituer une infraction au sens du présent décret.

§ 6. La finalité pour laquelle les traitements de données à caractère personnel sont effectués dans le cadre du présent article est la réalisation de contrôles en vue d'établir d'une discrimination au sens du présent décret.

L'administration est responsable du traitement de données à caractère personnel.

Les personnes concernées sont les bailleurs et leurs mandataires.

Les catégories de données à caractère personnel collectées et traitées à l'occasion des tests de discrimination comprennent les catégories suivantes :

- 1° des données d'identification, à savoir le nom et le prénom, le numéro d'identification au Registre national;
- 2° des coordonnées de contact, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse électronique, une adresse de contact;
- 3° des données relatives à la résidence principale du bailleur;
- 4° des informations se rapportant aux personnes physiques et permettant de révéler, ou non, l'existence d'une discrimination au sens du présent décret, en ce compris des caractéristiques relatives au logement concerné;
- 5° des correspondances écrites;
- 6° des données relatives aux possessions immobilières, à savoir l'identification des titulaires de droit réel, la nature du bien, l'identification et la localisation du bien immobilier.

Ces données sont fournies par les personnes concernées, à moins que le responsable du traitement collecte les données directement auprès des sources authentiques. Sans préjudice de l'article 9, alinéa 1^{er}, du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, le traitement des données visées à l'alinéa 4 doit respecter les conditions suivantes :

- 1° les données ne peuvent être partagées, sous réserve des articles 7 et 8;
- 2° les données sont traitées dans un environnement sécurisé permettant la mise en place d'une gestion adéquate des utilisateurs et des accès.

§ 7. Les données obtenues par le responsable du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données telles que déterminées par le Gouvernement et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 6. § 1^{er}. Toute personne qui justifie d'un intérêt peut introduire une plainte auprès de l'administration à l'encontre de l'auteur présumé d'une discrimination telle que visée par les articles 3 et 15 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Sont présumées justifier d'un intérêt au sens de l'alinéa 1^{er} :

- 1° toute personne concernée par une discrimination;
- 2° tout groupement d'intérêt disposant de l'approbation de la personne concernée par une discrimination.

§ 2. La plainte est écrite, datée et signée. Le plaignant y expose l'intérêt visé à l'alinéa 1^{er} ainsi que les griefs adressés à la personne suspectée de discrimination. L'administration notifie au plaignant un accusé de réception dans les huit jours de la réception de la plainte.

§ 3. Toute personne peut adresser à l'administration le signalement d'un fait présumé de discrimination telle que visée par les articles 3 et 15 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

§ 4. Dans le cadre de la transmission de données à l'administration par toute personne justifiant d'un intérêt au sens du paragraphe 1^{er}, les catégories de données à caractère personnel traitées sont les coordonnées des personnes concernées (nom, prénom, adresse), la description des faits constitutifs de la discrimination ainsi que les éventuels critères protégés visés à l'article 4 du décret du 6 novembre 2008 visant à lutter contre certaines formes de discrimination, concernés par la discrimination. En tout état de cause, la communication se limite aux données pertinentes et non excessives pour atteindre les finalités du présent décret.

La finalité du traitement de données à caractère personnel réalisé en vertu du présent article est la détection d'une discrimination, au sens du présent décret.

Les personnes énoncées au paragraphe 1^{er} sont responsables du traitement.

Les catégories de personnes concernées dont les données seront traitées sont les requérants, les victimes, les témoins et les personnes mises en cause.

L'administration est le destinataire final des données collectées dans le cadre du présent article.

Les données obtenues par les responsables du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données telles que déterminées par le Gouvernement et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 7. § 1^{er}. L'administration notifie les faits reprochés au bailleur ou à l'agent immobilier qui est soit :

- 1° visé par une plainte ou un signalement conformément à l'article 6;
- 2° concerné par un test de discrimination réalisé conformément au présent décret et qui a révélé une discrimination directe ou indirecte;
- 3° auteur d'une annonce publiée comportant un ou plusieurs indice(s) sérieux qui permet de présumer une discrimination au logement directe ou indirecte.

Cette notification intervient dans le mois de réception de la plainte ou du signalement, de la réalisation du test de discrimination ou de la prise de connaissance par l'administration de l'annonce.

Le bailleur ou l'agent immobilier en cause dispose d'un délai de quinze jours à partir de la réception des faits reprochés afin de faire valoir ses observations par écrit ou pour solliciter d'être entendu par l'administration. En cas d'audition, il peut être assisté de la personne de son choix.

§ 2. Lorsqu'une personne justifiant d'un intérêt au sens des dispositions du présent décret invoque devant l'administration ou la juridiction compétente des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination fondée sur l'un ou plusieurs des critères protégés, il incombe au défendeur de prouver qu'il n'y a pas eu de discrimination.

Par faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination fondée sur l'un ou plusieurs critère(s) protégé(s) visés à l'article 4 du décret du 6 novembre 2008 visant à lutter contre certaines formes de discrimination, sont compris, entre autres, mais pas exclusivement, les faits visés au paragraphe 1^{er} reconnus établis et les résultats des tests de discrimination réalisés conformément à l'article 5.

Le Gouvernement peut préciser les faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination fondée sur l'un ou plusieurs critère(s) protégé(s) visés à l'article 4 du décret du 6 novembre 2008 visant à lutter contre certaines formes de discrimination.

Sans préjudice de la force probante des procès-verbaux établis en vertu de l'article 4, alinéa 2, du présent décret, la présente disposition est applicable à toutes les procédures administratives et juridictionnelles, à l'exception des procédures pénales.

§ 3. L'administration établit un rapport de synthèse consignait la plainte, le signalement enregistré, le test d'initiative ou les éléments suite à un ou plusieurs indice(s) sérieux de pratique discriminante, le cas échéant les motifs et les résultats du test de discrimination au logement réalisé ou encore la discrimination présumée sur base d'une annonce publiée, ainsi que les explications fournies par la personne suspectée d'infraction par écrit ou lors de son audition.

§ 4. Si, par le rapport de synthèse, l'administration conclut à l'existence d'une discrimination au logement, un procès-verbal est établi et transmis au Procureur du Roi selon les formes et délais prévus par le Gouvernement.

Le Procureur du Roi notifie sa décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre la personne suspectée d'infraction dans un délai de deux mois à compter du jour de la réception du procès-verbal visé à l'alinéa 1^{er}. La décision du Procureur du Roi de poursuivre le contrevenant dans ce délai de deux mois met un terme à la procédure administrative.

En l'absence de notification à l'administration de la décision prise par le Procureur du Roi dans le délai visé à l'alinéa 2, les faits peuvent uniquement être sanctionnés de manière administrative conformément à l'article 8.

§ 5. La finalité pour laquelle les traitements de données à caractère personnel sont effectués dans le cadre du présent article vise à sanctionner la discrimination au sens du présent décret.

L'administration et le Procureur du Roi sont responsables conjointement du traitement de données à caractère personnel.

Les personnes concernées sont les bailleurs et leurs mandataires.

Les catégories de données à caractère personnel collectées et traitées sont les suivantes :

- 1° des données d'identification, à savoir les nom et le prénom, le numéro d'identification au Registre national;
- 2° des coordonnées de contact, à savoir le numéro de téléphone et l'adresse électronique, une adresse de contact;
- 3° des données relatives à la résidence principale du bailleur;
- 4° des informations se rapportant aux personnes physiques concernées et permettant de révéler, ou non, l'existence d'une discrimination au sens du présent décret, en ce compris des caractéristiques relatives au logement concerné;
- 5° les éléments du dossier administratif tels qu'énoncés au présent article;
- 6° des données relatives aux possessions immobilières, à savoir l'identification des titulaires de droit réel, la nature du bien, l'identification et la localisation du bien immobilier.

Ces données sont fournies par les personnes concernées, à moins que le responsable du traitement collecte les données directement auprès des sources authentiques.

Ces données sont fournies par les personnes concernées, à moins que le responsable du traitement collecte les données directement auprès des sources authentiques. Sans préjudice de l'article 9, alinéa 1^{er}, du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, le traitement des données visées à l'alinéa 4 doit respecter les conditions suivantes :

- 1° les données ne peuvent être partagées, sous réserve des articles 7 et 8;
- 2° les données sont traitées dans un environnement sécurisé permettant la mise en place d'une gestion adéquate des utilisateurs et des accès.

Les données obtenues par le responsable du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données telles que déterminées par le Gouvernement et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 8. § 1^{er}. En cas de poursuite de la procédure administrative, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut infliger au contrevenant une réprimande ou une amende administrative.

Le montant de l'amende administrative s'élève entre 125 euros et 6 200 euros. Le Gouvernement détermine le montant de l'amende administrative et son mode de calcul en fonction du nombre de critère(s) protégé(s) visés à l'article 4 du décret du 6 novembre 2008 visant à lutter contre certaines formes de discrimination sur lesquels sont fondés la discrimination constatée et d'une éventuelle récidive.

Le Gouvernement peut définir et déterminer les modalités d'application des circonstances atténuantes, de sursis et de la récidive.

En cas de récidive de la part du même contrevenant dans les cinq ans qui suivent une décision infligeant une réprimande ou une amende administrative, les montants visés à l'alinéa précédent peuvent être doublés.

Le montant de l'amende peut être réduit en dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut décider qu'il est sursis à l'exécution de la décision infligeant une amende administrative, en tout ou en partie, pour autant que, durant les cinq années qui précèdent la nouvelle infraction, le contrevenant ne se soit pas vu infliger une amende administrative ou une sanction pénale.

Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le sursis par la même décision que celle par laquelle il inflige l'amende.

Le délai d'épreuve ne peut pas être inférieur à une année ni excéder trois années, à compter de la date de la notification de la décision infligeant l'amende administrative.

Le sursis est révoqué de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné l'application d'une amende administrative.

§ 2. Sur proposition du fonctionnaire désigné par le Gouvernement, le montant de l'amende administrative peut être réduit de moitié moyennant le suivi d'une formation en lien avec la lutte contre la discrimination dans l'accès au logement et dont le contenu est préalablement validé par lui.

§ 3. Lorsque le contrevenant est une personne morale ou une association de fait, exerçant une activité d'agence immobilière, tous les membres de son personnel en relation avec la clientèle suivent la formation visée au paragraphe 2, sauf décision contraire de l'administration.

§ 4. Le contrevenant peut introduire un recours suspensif devant le Gouvernement ou son délégué dans les trente jours qui suivent la notification de la décision infligeant une réprimande ou une amende administrative selon la procédure et les modalités prévues par le Gouvernement.

Le contrevenant peut solliciter d'être entendu par le Gouvernement ou son délégué. En cas d'audition, il peut être assisté de la personne de son choix.

Le Gouvernement ou son délégué statue sur le recours dans les soixante jours de la réception du recours.

A défaut de décision dans les délais requis, la sanction administrative est réputée confirmée.

§ 5. Les modalités de perception de l'amende administrative et de contrôle du suivi de la formation visée au paragraphe 2 sont établies par le Gouvernement.

§ 6. La notification de la décision infligeant une réprimande ou le paiement de l'amende administrative éteint l'action publique.

§ 7. Le contrevenant peut introduire un recours devant le Juge de Paix contre la décision rendue en application du paragraphe 4.

§ 8. Une amende administrative ne peut plus être infligée cinq ans après les faits constitutifs d'une infraction visée par le présent chapitre.

Toutefois, les actes d'instruction ou de poursuites, y compris les notifications des décisions du procureur du Roi d'intenter des poursuites pénales ou de ne pas poursuivre et l'invitation à l'auteur de l'infraction de présenter des moyens de défense, accomplis dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, en interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

CHAPITRE 3 — Dispositions pénales

Art. 9. Sont exemptés de toute sanction pénale, les agents visés à l'article 4 qui commettent, en application des dispositions du présent décret, des infractions absolument nécessaires à l'exercice et à la finalité de leurs missions. Ces infractions doivent être nécessairement proportionnelles à l'objectif visé.

Art. 10. Les articles 22 à 27/1 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre toute forme de discrimination s'appliquent dans le cadre du présent décret.

CHAPITRE 4 — Dispositions modificatives

Art. 11. À l'article 13*bis* du Code wallon de l'habitation durable, les modifications suivantes sont apportées :

à l'alinéa 2, les mots " des amendes administratives instaurées par le décret du 30 novembre 2023 visant à lutter contre la discrimination dans l'accès au logement, ainsi que » sont insérés entre les mots " recettes résultant » et les mots " des amendes administratives visées à l'article 13*ter* du Code. »;

l'alinéa 3 est complété par les mots " et aux mesures permettant de lutter contre la discrimination dans l'accès au logement. ».

Art. 12. À l'article 132, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les mots " ou tout organisme à finalité sociale » sont remplacés par les mots " , tout organisme à finalité sociale ou toute ASBL répondant aux critères fixés par le Gouvernement wallon ».

CHAPITRE 5 — *Disposition finale*

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 30 novembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Note

(1) Session 2023-2024.
Documents du Parlement wallon, 1512 (2023-2024) N^{os} 1 à 5
Compte rendu intégral, séance plénière du 29 novembre 2023
Discussion.
Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48478]

30 NOVEMBER 2023. — Decreet ter bestrijding van discriminatie bij de toegang tot huisvesting (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1 — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Het doel van dit decreet is het creëren van een specifiek kader op het gebied van toegang tot huisvesting, dat het mogelijk maakt discriminatietesten uit te voeren met het oog op de bestrijding van alle vormen van discriminatie in de zin van de artikelen 3 en 15 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, en het invoeren van administratieve boetes die van toepassing zijn in het geval van discriminatie die wordt vastgesteld in overeenstemming met de bepalingen van dit decreet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder:

1° toegang tot huisvesting:

a) de voorwaarden en criteria m.b.t. de toegang tot huisvesting;

b) de presentatie, informatie of publiciteit met betrekking tot de toegang tot huisvesting;

2° administratie: de dienst(en) aangewezen door de Waalse Regering;

3° belangengroep: elke instelling van openbaar nut en elke rechtspersoon waarvan de statuten de verdediging van de mensenrechten of de bestrijding van discriminatie voorstellen en die voldoet aan de voorwaarden van artikel 17, lid 2, 1° tot 3°, van het Gerechtelijk Wetboek .

Art. 3. De hoofdstukken I, II, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI en XIV van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie zijn van toepassing op dit decreet.

HOOFDSTUK 2 — *Specifieke controlemechanismen en procedure*

Art. 4. De administratie heeft als opdracht discriminatietesten uit te voeren met het oog op de bestrijding van alle vormen van discriminatie in de zin van de artikelen 3 en 15 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Onverminderd de taken van de ambtenaren van de gerechtelijke politie, wijst de Regering personeelsleden aan die belast zijn met het toezicht op de naleving van dit decreet en de reglementaire bepalingen die krachtens dit decreet worden aangenomen.

De daartoe aangewezen personeelsleden zijn bevoegd om overtredingen van de bepalingen van dit decreet op te sporen en bij proces-verbaal, dat bewijskracht heeft tot het gedeelte bewezen is, vast te stellen .

Art. 5. § 1. De in artikel 4 bedoelde personeelsleden kunnen in de uitoefening van hun functie een discriminatietest uitvoeren met betrekking tot de toegang tot huisvesting. De discriminatietest neemt de vorm aan van een situatietest of mysteryshopper test overeenkomstig de paragrafen 2 en 3

§ 2. Het doel van de in paragraaf 1 bedoelde situatietest is het opsporen van directe of indirecte discriminatie in de zin van de artikelen 3, 4 en 15 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie van kandidaat-huurders op basis van een of meerdere beschermde criteria. De test verloopt als volgt: twee casussen of meer, reëel of fictief, die gelijkaardige profielen vertonen die behalve het te testen criterium niet sterk van elkaar verschillen en die hun belangstelling kenbaar maken of hun kandidatuur indienen bij een verhuurder of een vastgoedmakelaar, waarna de antwoorden met elkaar vergeleken worden met het oog op het nakijken van hun overeenkomst met dit decreet.

§ 3. Het doel van de in paragraaf 1 bedoelde mysteryshopper-test is het opsporen van directe of indirecte discriminatie in de zin van de artikelen 3, 4 en 15 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie van een kandidaat-huurder, op basis van een of meerdere van de beschermde criteria waarnaar wordt verwezen in artikel 4 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie. De test verloopt als volgt: een echte of fictieve klant of kandidaat dient een verzoek in bij een verhuurder of vastgoedmakelaar om na te gaan of het gegeven antwoord in overeenstemming is met het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

§ 4. In het kader van het uitvoeren van een discriminatietest mogen de in artikel 4 bedoelde personeelsleden een valse identiteit gebruiken zonder dat ze hun functie of de context waarin de test wordt uitgevoerd, moeten vermelden.

§ 5. De discriminatietest mag niet de vorm aannemen van uitlokking in de zin van artikel 30 van de inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering. De test moet beperkt blijven tot het creëren van een mogelijkheid om een discriminerende praktijk aan het licht te brengen door, zonder te overdrijven, een proces voor informatieoverdracht in de context van toegang tot huisvesting te reproduceren.

De discriminatietest kan op eigen initiatief worden uitgevoerd op basis van klachten, meldingen of ernstige aanwijzingen van praktijken die een overtreding in de zin van dit decreet kunnen vormen.

§ 6. Het doel waarvoor persoonsgegevens krachtens dit artikel worden verwerkt, is het uitvoeren van controles met het oog op het vaststellen van discriminatie in de zin van dit decreet.

De administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens.

De betrokkenen zijn verhuurders en hun mandatarissen.

De categorieën persoonsgegevens die worden verzameld en verwerkt tijdens discriminatietests omvatten de volgende categorieën:

1° identificatiegegevens, namelijk de naam en de voornaam, het identificatienummer in het Rijksregister;

2° contactgegevens, namelijk het telefoonnummer en e-mailadres, een contactadres;

3° gegevens met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de verhuurder;

4° de gegevens met betrekking tot natuurlijke personen die het mogelijk maken al dan niet het bestaan van discriminatie in de zin van dit decreet te onthullen, met inbegrip van kenmerken die verband houden met de betrokken woning;

5° schriftelijke correspondentie;

6° de gegevens met betrekking tot de onroerende goederen, namelijk de identificatie van de houders van zakelijke rechten, de aard van het goed en de identificatie en de ligging van het onroerend goed.

Deze gegevens worden verstrekt door de betrokkenen, tenzij de verantwoordelijke voor de verwerking de gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen verzamelt. Onverminderd artikel 9, lid 1, van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, moet de verwerking van de gegevens bedoeld in lid 4 voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° de gegevens mogen niet worden doorgegeven, onder voorbehoud van de artikelen 7 en 8;

2° de gegevens worden verwerkt in een beveiligde omgeving die een adequaat beheer van de gebruikers en de toegang mogelijk maakt.

§ 7. De door de verantwoordelijke voor de verwerking verkregen gegevens worden verwerkt gedurende een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle acties die onder de bevoegdheid van de verantwoordelijke voor de verwerking vallen, zoals bepaald door de Regering, zijn verjaard en, indien van toepassing, administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen die daarmee verband houden, definitief zijn beëindigd.

Art. 6. § 1. Elke persoon die een belang kan aantonen kan een klacht indienen bij de administratie tegen de vermeende dader van discriminatie zoals bedoeld in de artikelen 3 en 15 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

De volgende personen worden geacht een belang te hebben in de zin van lid 1:

1° elke door discriminatie getroffen persoon;

2° elke belangengroep die beschikt over de goedkeuring van de persoon waarop de discriminatie betrekking heeft.

§ 2. De klacht wordt schriftelijk ingediend, gedateerd en ondertekend. Daarin omschrijft de klager het belang waarnaar wordt verwezen in lid 1 evenals de grieven gericht aan de persoon die wordt verdacht van discriminatie. De administratie stelt de klager binnen acht dagen na ontvangst van de klacht in kennis van haar ontvangstbevestiging..

§ 3. Elke persoon kan een vermoedelijke daad van discriminatie melden zoals bedoeld in de artikelen 3 en 15 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

§ 4. In het kader van de overdracht van gegevens aan de administratie door elke persoon die een belang aantoont in de zin van paragraaf 1, zijn de categorieën van persoonsgegevens die worden verwerkt de gegevens van de betrokken personen (naam, voornaam, adres), de beschrijving van de feiten die de discriminatie vormen, evenals de eventuele beschermde criteria bedoeld in artikel 4 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, waarop de discriminatie betrekking heeft. In elk geval is de communicatie beperkt tot gegevens die relevant en niet buitensporig zijn voor de doeleinden van dit decreet.

Het doel van de verwerking van persoonsgegevens op grond van dit artikel is het opsporen van discriminatie in de zin van dit decreet.

De in paragraaf 1 genoemde personen zijn verantwoordelijk voor de verwerking.

De categorieën van betrokkenen van wie de gegevens worden verwerkt zijn verzoekers, slachtoffers, getuigen en verdachten.

De administratie is de uiteindelijke ontvanger van de gegevens die krachtens dit artikel worden verzameld.

De door de verantwoordelijken voor de verwerking verkregen gegevens worden verwerkt gedurende een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle acties die onder de bevoegdheid van de verantwoordelijke voor de verwerking vallen, zoals bepaald door de Regering, zijn verjaard en, indien van toepassing, administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen die daarmee verband houden, definitief zijn beëindigd.

Art. 7. § 1. De administratie brengt de aangeklaagde feiten ter kennis van de verhuurder of de vastgoedmakelaar die ofwel :

1° het voorwerp is van een klacht of melding overeenkomstig artikel 6;

2° betrokken is bij een discriminatietest uitgevoerd overeenkomstig dit decreet en die directe of indirecte discriminatie aan het licht heeft gebracht;

3° de auteur is van een gepubliceerde advertentie die één of meerdere ernstige aanwijzingen van directe of indirecte discriminatie op het gebied van huisvesting bevat.

Deze kennisgeving gebeurt in de maand waarin de klacht of melding wordt ontvangen, de discriminatietest wordt uitgevoerd of de administratie kennis krijgt van de advertentie.

De betrokken verhuurder of vastgoedmakelaar beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van de aangeklaagde feiten om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen of om te vragen door de administratie te worden gehoord. In geval van een hoorzitting kan hij zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

§ 2 Wanneer een persoon die een belang in de zin van de bepalingen van dit decreet rechtvaardigt, voor de administratie of de bevoegde rechtbank feiten aanvoert die het bestaan van discriminatie op basis van een of meerdere van de beschermde criteria doen vermoeden, is het aan de verweerder om te bewijzen dat er geen discriminatie is geweest.

Feiten op grond waarvan kan worden vermoed dat er sprake is van discriminatie op grond van een of meerdere van de beschermde criteria bedoeld in artikel 4 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie omvatten, maar zijn niet beperkt tot, de in paragraaf 1 bedoelde vastgestelde feiten en de resultaten van discriminatietests uitgevoerd in overeenstemming met artikel 5.

De Regering kan de feiten vaststellen op grond waarvan kan worden aangenomen dat er sprake is van discriminatie op basis van een of meerdere van de beschermde criteria bedoeld in artikel 4 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Onverminderd de bewijskracht van de notulen opgesteld overeenkomstig artikel 4, lid 2, van dit decreet, is deze bepaling van toepassing op alle administratieve en gerechtelijke procedures, met uitzondering van strafrechtelijke procedures.

§ 3. De administratie stelt een samenvattend verslag op waarin de klacht, de geregistreerde melding, de op eigen initiatief uitgevoerde test of de elementen naar aanleiding van een of meerdere ernstige aanwijzingen van een discriminerende praktijk, in voorkomend geval, de redenen en resultaten van de uitgevoerde test van de discriminatie op het vlak van huisvesting of de vermoede discriminatie op basis van een gepubliceerde advertentie, alsook de door de van de overtreding verdachte persoon schriftelijk of tijdens de hoorzitting gegeven toelichtingen worden opgenomen.

§ 4. Als de administratie op basis van het samenvattend verslag besluit dat er sprake is van discriminatie op het vlak van huisvesting, wordt er een proces-verbaal opgesteld en naar de procureur des Konings gestuurd volgens de vormen en termijnen die door de Regering zijn vastgelegd.

De procureur des Konings deelt zijn beslissing om de verdachte van de overtreding al dan niet te vervolgen mee binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het in paragraaf 1 bedoelde proces-verbaal. De beslissing van de procureur des Konings om de overtreder binnen die termijn van twee maanden te vervolgen, beëindigt de administratieve procedure.

Indien de administratie niet binnen de in lid 2 bedoelde termijn in kennis wordt gesteld van de beslissing van de procureur des Konings, kunnen de feiten overeenkomstig artikel 8 slechts administratief worden bestraft.

§ 5. Het doel waarvoor persoonsgegevens krachtens dit artikel worden verwerkt, is het bestraffen van discriminatie in de zin van dit decreet.

De administratie en de procureur des Konings zijn samen verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens.

De betrokkenen zijn verhuurders en hun mandatarissen.

De categorieën persoonsgegevens die worden verzameld en verwerkt zijn de volgende:

1° identificatiegegevens, namelijk de naam en de voornaam, het identificatienummer in het Rijksregister;

2° contactgegevens, namelijk het telefoonnummer en e-mailadres, een contactadres;

3° gegevens met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de verhuurder;

4° de gegevens met betrekking tot de betrokken natuurlijke personen die het mogelijk maken al dan niet het bestaan van discriminatie in de zin van dit decreet te onthullen, met inbegrip van kenmerken die verband houden met de betrokken woning;

5° elementen van het administratief dossier zoals bepaald in dit artikel;

6° de gegevens met betrekking tot de onroerende goederen, namelijk de identificatie van de houders van zakelijke rechten, de aard van het goed en de identificatie en de ligging van het onroerend goed.

Deze gegevens worden verstrekt door de betrokkenen, tenzij de verantwoordelijke voor de verwerking de gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen verzamelt.

Deze gegevens worden verstrekt door de betrokkenen, tenzij de verantwoordelijke voor de verwerking de gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen verzamelt. Onverminderd artikel 9, lid 1, van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, moet de verwerking van de gegevens bedoeld in lid 4 voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° de gegevens mogen niet worden doorgegeven, onder voorbehoud van de artikelen 7 en 8;

2° de gegevens worden verwerkt in een beveiligde omgeving die een adequaat beheer van de gebruikers en de toegang mogelijk maakt.

De door de verantwoordelijke voor de verwerking verkregen gegevens worden verwerkt gedurende een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle acties die onder de bevoegdheid van de verantwoordelijke voor de verwerking vallen, zoals bepaald door de Regering, zijn verjaard en, indien van toepassing, administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen die daarmee verband houden, definitief zijn beëindigd.

Art. 8. § 1. Als de administratieve procedure wordt voortgezet, kan de door de Regering aangewezen ambtenaar de overtreder een berisping of een administratieve geldboete opleggen.

Het bedrag van de administratieve geldboete ligt tussen 125 euro en 6.200 euro. De Regering bepaalt het bedrag van de administratieve geldboete en de berekeningswijze ervan in functie van het aantal beschermde criteria bedoeld in artikel 4 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie waarop de vastgestelde discriminatie en een eventuele recidive gebaseerd zijn.

De Regering kan de modaliteiten definiëren en bepalen voor de toepassing van verzachtende omstandigheden, uitstel en recidive.

In geval van recidive door dezelfde overtreder binnen vijf jaar na een beslissing waarbij een berisping of een administratieve geldboete werd opgelegd, kunnen de in het vorige lid vermelde bedragen worden verdubbeld.

Het bedrag van de geldboete kan tot onder het wettelijke minimum worden verlaagd als er verzachtende omstandigheden zijn.

De door de Regering aangewezen ambtenaar kan beslissen om de tenuitvoerlegging van de beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, geheel of gedeeltelijk op te schorten, op voorwaarde dat de overtreder tijdens de vijf jaar voorafgaand aan de nieuwe overtreding geen administratieve geldboete of strafsanctie opgelegd heeft gekregen.

De door de Regering aangewezen ambtenaar kent het uitstel toe bij dezelfde beslissing als die waarbij de geldboete werd opgelegd.

De proeftijd mag niet korter zijn dan één jaar en niet langer dan drie jaar vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing tot oplegging van de administratieve geldboete.

Het uitstel wordt van rechtswege herroepen wanneer tijdens de proeftijd een nieuwe overtreding wordt begaan die aanleiding heeft gegeven tot het opleggen van een administratieve geldboete.

§ 2. Op voorstel van de door de Regering aangewezen ambtenaar kan het bedrag van de administratieve geldboete met de helft worden verminderd in ruil voor het volgen van een opleiding in verband met de bestrijding van discriminatie bij de toegang tot huisvesting, waarvan de inhoud vooraf door de ambtenaar is gevalideerd.

§ 3. Wanneer de overtreder een rechtspersoon of een feitelijke vereniging is die de activiteit van vastgoedmakelaar uitoefent, moeten alle personeelsleden die in contact komen met klanten de in paragraaf 2 bedoelde opleiding volgen, tenzij de administratie anders beslist.

§ 4. De overtreder kan binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing tot oplegging van een berisping of administratieve geldboete een schorsend beroep instellen bij de Regering of haar afgevaardigde, volgens de procedure en de modaliteiten bepaald door de Regering.

De overtreder kan vragen door de Regering of haar afgevaardigde te worden gehoord. In geval van een hoorzitting kan hij zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

De Regering of haar afgevaardigde beslist over het beroep binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep.

Bij ontstentenis van een beslissing binnen de vereiste termijn wordt de administratieve sanctie geacht bevestigd te zijn.

§ 5. De procedures voor de inning van de administratieve geldboete en voor de controle op de naleving van de in paragraaf 2 bedoelde opleiding worden vastgesteld door de Regering.

§ 6. Door de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van een berisping of de betaling van de administratieve geldboete doet de strafvordering vervallen.

§ 7. De overtreder kan bij de vrederechter in beroep gaan tegen de beslissing genomen in toepassing van paragraaf 4.

§ 8. Een administratieve geldboete kan niet meer worden opgelegd vijf jaar na de feiten die een overtreding vormen waarop dit hoofdstuk van toepassing is.

De daden van onderzoek of van vervolging die verricht zijn binnen de in het eerste lid gestelde termijn, met inbegrip van kennisgevingen van beslissingen van de procureur des Konings om strafvervolging in te stellen of niet te vervolgen en uitnodigingen aan de overtreder om verweer te voeren stuiten de loop ervan.

HOOFDSTUK 3 — *Strafbepalingen*

Art. 9. De in artikel 4 bedoelde personeelsleden die in toepassing van de bepalingen van dit decreet overtredingen plegen die absoluut noodzakelijk zijn voor de uitoefening en het doel van hun functie, zijn vrijgesteld van elke strafsanctie. Deze overtredingen moeten in verhouding staan tot het nagestreefde doel.

Art. 10. De artikelen 22 tot 27/1 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie zijn van toepassing in het kader van dit decreet.

HOOFDSTUK 4 — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 11. In artikel 13bis van het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in het tweede lid, worden de woorden “de administratieve boetes ingevoerd bij het decreet van 30 november 2023ter bestrijding van discriminatie bij de toegang tot huisvesting, alsook” ingevoegd tussen de woorden “die voortvloeien uit” en de woorden “de administratieve boetes bedoeld in artikel 13ter van het Wetboek”;

het derde lid wordt aangevuld met de woorden “en op de maatregelen ter bestrijding van discriminatie bij de toegang tot huisvesting”.

Art. 12. In artikel 132, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden “elke instelling met een maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “, elke instelling met een maatschappelijk doel of elke VZW die voldoet aan de door de Waalse Regering vastgestelde criteria”.

HOOFDSTUK 5 — *Slotbepaling*

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 november 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement, 1512 (2023-2024), Nrs. 1 tot 5

Volledig verslag, plenaire vergadering van 29 november 2023.

Bespreking.

Stemming.

—
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206723]

**16 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'article 787 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 275, § 2;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2023;

Vu le rapport du 2 février 2023 établi conformément à l'article 4, 2° du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 8 février 2023 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone du 8 février 2023;